

**Questions à Jacques Bidet et Gérard Duménil,  
*Altermarxisme, Un autre marxisme pour un autre monde, Paris, PUF, 2007***

**Jean-Marie Harribey**

**Congrès Marx international V, 3 au 6 octobre 2007**

Le livre de Jacques Bidet (JB) et Gérard Duménil (GD) se propose de donner un contenu à ce qu'il n'est plus possible de nommer sans un réexamen des catégories marxistes : le socialisme et le communisme.

Le marxisme ayant inspiré nombre d'approches sociologiques et culturelles, il se trouve aujourd'hui confronté au problème de l'assimilation d'un héritage qui l'oblige à bouger lui-même. D'où l'ambition de poser les bases d'un néomarxisme ou d'un altermarxisme. Au début de leur ouvrage JB et GD mettent un « ou » qui semble signifier équivalence entre les deux expressions. On verra qu'ils proposeront rapidement autre chose qu'une équivalence.

Car il ne s'agit pas simplement de faire un tri dans l'œuvre de Marx « entre ce qui serait *mort* et ce qui resterait *vivant* » (p. 13), mais de voir « ce qui était insuffisant, dès le départ » (p. 14), et notamment « Derrière ce que cachait le mot d'ordre "tout le pouvoir aux soviets !", ne se manifestait-il pas déjà une position de classe ? Et laquelle ? » (p. 14). En effet, selon les auteurs, « le marxisme, en même temps qu'un discours *de classe*, est aussi un discours significatif d'une *alliance de classe* » (p. 15) entre les « classes fondamentales » dominées et celles des cadres et compétents. Se dessine ici l'une des thèses centrales du livre : proposer « une nouvelle théorie des classes sociales » (p. 15). Néomarxisme donc pour « rendre compte de la nouveauté du monde contemporain » (p. 16), et aussi altermarxisme pour dégager une « perspective politique en vue de "changer le monde" » (p. 16).

Mais la distinction entre néo- et altermarxisme ne s'arrête pas à cette dichotomie entre comprendre et agir que semblent établir dès l'abord JB et GD pour s'en débarrasser aussitôt, pour y revenir peut-être de temps à autre, ce qui constituera une première difficulté analytique.

Au point de départ, la théorie des classes est nécessaire pour comprendre l'Etat-nation moderne et la violence asymétrique entre les nations (néomarxisme). Et se profile aujourd'hui un Etat-monde en gestation au sein de l'impérialisme néolibéral dont l'altermarxisme s'efforce de rendre compte.

La politique altermarxiste doit se décliner dans quatre dimensions qui sont autant de défis :

- politique d'unité entre les classes fondamentales,
- politique conflictuelle d'alliance ,
- politique des peuples face à la violence de l'impérialisme,
- politique de l'humanité.

Voilà le décor planté. A partir de ce prélude à l'unisson, un duo commence. Duo ou suite de soli ? Se succèdent des chapitres vraisemblablement écrits à tour de rôle, en « écho » (p. 45) les uns des autres, par JB et GD, dans lesquels ils tracent deux chemins parallèles qui ont pourtant vocation à se rejoindre à la fin.

Après le rappel par GD des principaux éléments de la critique de l'économie politique, JB rappelle que le « grand récit marxien » ou « utopie marxienne » dessine une dynamique du capital qui doit faire émerger la force qui le renversera.

La logique d'exposition de Marx apparaît alors : théorie de la marchandise, théorie de la valeur, théorie de la plus-value. De l'abstrait (le marché comme mode social de coordination du travail) au concret (le capital).

Apparaît ici le premier concept nouveau de JB, nouveau si l'on découvre JB avec cet ouvrage mais très ancien et réfléchi dans les travaux de JB : la métastructure, qui désigne le contexte, je dirais l'enveloppe, dans lequel se déploie le capital en tant que structure de classe. Dit autrement, le capitalisme est une forme marchande particulière de production. Le marché dépasse le capitalisme puisqu'il en est le « préalable », le « présupposé » (p. 52). Mais le capitalisme, par sa dynamique, développe au plus haut point le marché comme logique de production. « Le capital "pose" le marché comme relation universelle ; ce n'est pas le marché qui appelle le capital. »

La modernité, au sein de laquelle le capital va prendre son essor, n'est pas fondée sur la liberté, sur une relation rationnelle (économique) et raisonnable (juridico-politique) mais sur la référence à une telle relation symbolisée par le « libre » salariat.

Trois séries de questions :

- sur la métastructure,
- sur le rapport marché/organisation,
- sur la théorie des classes.

Mais les questions posées par ces trois thématiques ne peuvent être rapportées séparément car elles s'enchevêtrent, s'imbriquent, constamment dans le livre de JB et GD.

1. Serait-ce la métastructure marchande qui pousse à la concurrence intercapitaliste, à la concentration et donc au « dépérissement de la logique marchande en faveur d'une logique d'organisation concertée » (p. 59) ? Si oui, que devient la lutte des classes moteur de l'histoire remplacée par la métastructure qui, par définition de JB, dépasse la structure ? Si oui, pourquoi avoir posé la question que l'abolition du capitalisme ne signifiait pas celle du marché (p. 51) et y avoir répondu en disant « qu'une alternative au marché se trouve inscrite dans la tendance même du capitalisme » (p. 59) ?

Sommes-nous en présence ici de dialectique ou d'hésitation théorique, de balancement entre deux positions dont la compatibilité n'est pas certaine : 1) la métastructure en tant que logique marchande, condition sine qua non du capitalisme, est poussée à son paroxysme par celui-ci et finira par éclater ; ou bien 2) le marché survivra au capitalisme ?

2. Cette incertitude trouve un prolongement dans le point théorique abordé en suivant par les auteurs. Quid de l'organisation ? Si elle est le « pendant du marché » (p. 64), peut-elle être appelée à prendre le pas sur lui ? En poussant le raisonnement, l'organisation est-elle consubstantielle au marché, c'est-à-dire le marché ne pouvant exister qu'organisé ? Alors que, originellement, le marxisme a pensé le marché et l'organisation comme antagoniques.

Pourquoi l'émancipation n'a-t-elle pas été au rendez-vous lors de l'expérience « organisée » du « socialisme réel » (JB) ? L'organisation, au secours du marché, dirait plutôt l'expérience du capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle, surtout après les traumatismes de la crise de 1929 et de la seconde guerre mondiale (GD). Bouée jusqu'au moment où les classes capitalistes la jugent trop encombrante et contraire à leurs intérêts.

3. Mais alors, nouvelle interrogation qui jaillit à la lecture de GD : pourquoi le néolibéralisme a-t-il renforcé l'organisation pour donner un « capitalisme d'Etat-major » avec des politiques monétaires « renforcées » (p. 83) ? Bref, il semblerait bien que l'hypothèse de l'indissociabilité du marché et de l'organisation soit la plus plausible. Si tel est le cas, le néomarxisme opère-t-il un rapprochement avec des courants institutionnalistes ?

Est-on outillé pour analyser la structure de classes s'étant imposée en URSS ? « Une classe dominante de cadres » nous dit JB (p. 90). Or, à ce point de l'ouvrage, la thèse est de dire que les cadres sont toujours dans une position de nouer une alliance de classes parce qu'ils n'appartiennent ni aux classes fondamentales ni aux classes dominantes.

4. Doit-on déduire des hésitations conceptuelles précédentes les différences qu'affichent explicitement les auteurs dans les chapitres 5 et 6 qui ouvrent la deuxième partie de leur ouvrage consacrée aux classes ? GD tranche le débat précédent : Marx est un théoricien de l'organisation dans le capitalisme. On trouve chez lui tout l'appareillage pour analyser la coordination hors marché de l'entreprise ainsi que l'administration du capital au travers des institutions financières. Mais, selon GD, Marx semble délaissier cette approche car l'émergence des catégories sociales chargées d'assurer les fonctions d'organisation parasite son projet révolutionnaire (p. 103).

Or, pour GD, l'organisation fait émerger un nouveau rapport social (p. 104), concept utilisé ici dans un autre sens que celui habituel qui est le rapport entre la classe dominante et la classe exploitée.

On en vient donc au cœur de l'ouvrage : le rapport d'encadrement, nommé par GD « cadrisme » est « porteur d'un rapport de classe » (p. 105). Deux modèles peuvent donc exister : le modèle capitaliste et le modèle cadriste, définissant deux systèmes sociaux. Le « socialisme réel » fut un cadrisme bureaucratique ayant éliminé le capitalisme. Mais lorsque le néolibéralisme s'imposa dans le capitalisme, les fractions supérieures du cadrisme bureaucratique au sein du « socialisme réel » préférèrent le basculement dans le néolibéralisme plutôt que de se risquer à la réforme qui aurait conduit à un cadrisme gestionnaire. Pourtant, peut-on expliquer les coups de pioche dans le mur de Berlin par ce côté visionnaire de classe ? A la limite, ont-elles donné ces coups elles-mêmes ? Ce serait réécrire l'histoire.

Le rapport cadriste tend à l'universalité (p. 113) et classes capitalistes et cadres tendent à se fondre. Comment l'alliance de classe des cadres et des classes dominées sera-t-elle alors possible ? Le statut des cadres chez JB et GD est donc incertain, allant de la fusion à la concurrence (p. 226) en passant par la complémentarité (p. 227) puisque « l'hégémonie capitaliste ne peut réellement s'imposer qu'à travers la médiation spécifique des cadres et compétents » (p. 231).

Le capitalisme managérial de l'après-guerre fut un compromis avec les classes dominées. Le néolibéralisme a remis les cadres au service des capitalistes en leur assurant des revenus. Mais, comme la propriété est définie comme « l'usage socialement reconnu sur une chose » (p. 244 et 255), et que dans l'après-guerre le droit d'usage appartient largement aux cadres, ils deviennent, de fait, les vrais propriétaires. Peut-on encore caractériser comme le font JB et GD cette période comme celle dans laquelle les cadres auraient noué une alliance de classe avec les classes dominées ?

La période du néolibéralisme ne permet pas plus de clarifier la définition de la classe des cadres. S'ils ne détiennent pas la propriété et s'ils ont quand même le droit d'usage, ils sont propriétaires puisque la propriété est définie par le droit d'usage. Si, au contraire, ils ont été tellement gavés d'actions et de stocks options, ils sont vite devenus propriétaires au sens premier du terme. On peut alors toujours former des vœux pour l'alliance de classe avec les dominés !

Le duo entre JB et GD laisse ici la place à deux soli. Car JB entend se démarquer de la thèse selon laquelle une alliance de classe se superposerait à un rapport de classe au profit de celle selon laquelle le rapport de classe salarial s'ordonne autour de deux pôles, le marché et

l'organisation (p. 128). Le marché renvoie à la propriété, l'organisation aux compétences hiérarchisées, pour donner un « couple de *formes* sociales » en fonction desquelles « se distribuent les deux *forces* sociales prédominantes », les propriétaires capitalistes d'un côté et les cadres et compétents de l'autre (p. 129).

JB choisit, à l'instar de Marx, de commencer par analyser le marché « compris comme la forme la plus générale par laquelle se coordonnent censément les *individus* dans la société moderne ». Le but est donc de déconstruire par là l'édifice marxien pour le reconstruire ensuite (p. 129).

Est-ce différent de l'objectif que se fixe GD ? JB dit « *Le pouvoir capitaliste ne s'exerce en réalité que par l'intégration de ces deux fonctions.* » (p. 133) à savoir celle liée à la propriété et celle liée à la compétence exigée par l'organisation. On serait prêt à acquiescer si JB n'ajoutait pas aussitôt : « A travers le rapport marchand se réalise l'appropriation de la plus-value ; à travers le rapport organisationnel, sa production même. » Car la réalisation de la plus-value nécessite aussi l'organisation, et la répartition de la plus-value entre les fractions du capital l'exige davantage encore. C'est en tout cas ce qu'a démontré précédemment GD en soulignant l'importance des institutions financières.

A nouveau resurgit le balancement entre deux thèses qui me paraissent contradictoires : le marché et l'organisation sont-ils deux formes de coordination, certes imbriquées, ou bien le marché est-il lui même une organisation sociale et non pas un mode de coordination entre individus dont découlerait la société ? Car il ne suffit pas de remarquer que la modernité débute par « l'affirmation de liberté, d'égalité, et de rationalité qui traverse et qui connecte toutes les sphères de l'ordre social moderne » mais qui est « retournée en son contraire » (p. 142). Cette « affirmation » ne pourrait être énoncée sans un ordre supérieur au marché, l'organisation, c'est-à-dire la société elle-même. Et le « retournement » ne peut se comprendre lui aussi que comme un produit de l'organisation juridico-politique que l'idéologie a la charge de légitimer, en même temps qu'elle prononce l'« affirmation » ci-dessus.

C'est d'ailleurs ce que nous dit JB : « Marx montre, [à l'encontre de l'héritage du libéralisme], comment cette *prétention* d'égalité n'émerge en réalité que dans un ordre social par lequel elle se trouve démentie et se réalise en son contraire. » (p. 141). Plus loin encore : « Il ne peut exister aucune *légitimité* juridico-politique si la liberté des relations interindividuelles ne se trouve pas assurée dans un contrat social, par lequel tous déterminent librement et également ce qui est commun et les règles qui y président. » (p. 145).

Si JB a raison de critiquer Marx pour avoir fait du marché une structure et de l'organisation une tendance historique du capitalisme, alors il faut aller, de mon point de vue, au bout de la réexposition : le marché *est* une organisation. A ce moment-là, le concept de métastructure a-t-il encore une raison d'être si l'on ne peut plus considérer le marché comme un « présupposé », un « préalable » ? Sauf à entretenir l'illusion smithienne selon laquelle la société naît des contrats marchands qui se nouent entre individus ayant une « propension à l'échange ». Illusion qui trouva son point limite dans l'énormité thatchérienne : « La société n'existe pas ; il n'y a que des individus ».

5. Quels sont les prolongements de ces considérations conceptuelles sur l'analyse des classes ? Une seule classe dominante et pas deux comme chez GD, mais avec deux pôles. Et une classe fondamentale dominée à trois fractions : une coordonnée principalement par le marché (paysans et indépendants), une autre par l'organisation (« agents » du public) et une troisième par une combinaison du marché et de l'organisation (« salariés » du privé). Je vois trois objections à cette structuration de la classe fondamentale.

D'abord, JB nous avait dit que la relation marchande désignait dans la modernité avant tout la relation qui noue le travail supposé libre et le capital au travers de l'échange de la force

de travail ; or, les travailleurs indépendants ne vendent pas leur force de travail mais le produit de leur travail. D'ailleurs, JB, après avoir indiqué que les indépendants sont victimes d'une exploitation à cause d'un taux de profit inégal qui leur est imposé (p. 149), dément ce propos en affirmant : « *Le marché* est la forme dans laquelle advient le rapport (pseudo-marchand<sup>1</sup>) d'exploitation. Mais il n'est pas en lui-même un rapport d'exploitation. » (p. 154). Remarquons aussi que l'existence de profits différents, voire de taux de profit différents, ne signifie pas que ceux qui sont au bas de l'échelle des profits soient exploités par ceux qui sont au sommet de celle-ci : sinon, il faudrait le dire aussi à propos des capitalistes dont la composition organique de leur capital est faible.

Ensuite, les « agents » du public sont des salariés vendant leur force de travail bien qu'ils ne produisent pas de plus-value pour le capital. La discussion que j'ai eue ailleurs avec JB n'est donc pas close.<sup>2</sup>

Enfin, JB voit l'émergence politique de la classe fondamentale à une double condition : l'union entre ses fractions ; et l'alliance contre la propriété « avec les forces sociales de la compétence » (p. 157) dont il avait dit qu'elles constituaient un des deux pôles indissociables de la classe dominante.

6. La dernière partie de l'ouvrage de JB et GD entend accéder à une échelle globale : la structure de classe s'impose à l'échelle de l'Etat-nation ; il s'agit de passer au monde comme système global pour définir une politique de l'humanité.

Pour Lénine, l'impérialisme était une étape du capitalisme (concentration de la production et du capital ; fusion du capital bancaire et du capital industriel ; exportation de capitaux ; partage du monde entre unions internationales monopolistes ; achèvement du partage du monde entre puissances impérialistes). Il vaut mieux sans doute considérer l'impérialisme comme une caractéristique structurelle du capitalisme car la bourgeoisie a toujours cherché à nouer des relations inégales avec les régions moins « avancées ».

Mais cela ne suffit pas à résoudre les contradictions théoriques et politiques du concept : quid du bénéfice que tirent de l'impérialisme les classes dominées des pays impérialistes ? quid de l'exploitation que subissent les classes capitalistes des pays dominés ? peut-on élargir le concept d'exploitation aux relations entre Etats-nations ?

Questions directement politiques : ainsi, la concurrence que le capitalisme organise entre les travailleurs du monde entier n'est pas compensée (ou n'est que partiellement compensée) par la baisse des prix importés dans les pays impérialistes.

Suivent les contradictions de l'économie dominante des Etats-Unis explicitées par GD qui amènent JB à exposer comment l'impérialisme s'articule désormais à un Etat-monde en gestation.

Cela oblige JB à revenir sur la naissance du capitalisme qui a pris la forme de l'Etat-nation. Et JB effectue à mon sens un virage complet en approuvant Balibar qui explique que « les bourgeoisies nationales ont pu trouver dans des structures étatiques préexistantes les institutions dont elles avaient besoin pour l'organisation des marchés, et aussi pour la mobilisation de la force de travail » (p. 180). Virage confirmé plus loin : « Le marché ne possède pas par lui-même la rationalité ni la légitimité requises pour constituer le fondement

<sup>1</sup> Je ne comprends pas ce « pseudo ».

<sup>2</sup> . Voir Harribey J.M., « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée, An international journal of economic analysis*, Tome LVII, n° 4, décembre 2004, p. 59-96, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf>.

D'ailleurs les auteurs écrivent : « On dit couramment que les activités de production devraient être "laissées au marché", en entendant en réalité par là "laissées au capital", à la propriété capitaliste. L'éducation et la santé sont pourtant bien aussi des activités productives, et parfaitement lucratives pour le capital pour le capital quand il peut s'en emparer. » (p. 252).

de la société. Non seulement la "forme marchande" n'est jamais qu'une alternative par rapport à l'autre, qui est la "forme organisée". Non seulement ces deux pôles, marché et organisation sont étroitement co-imbriqués dans le capitalisme à tous les niveaux de sa structure. Et ils présentent une autre face, juridico-politique, selon laquelle ils sont co-impliqués l'un dans l'autre. Mais – en dépit de leur homologie structurale en tant que facteurs de classe – ils sont dans une relation asymétrique qui donne la primauté à la centricité. Quoique le libéralisme ait constamment rêvé d'un marché ou d'un droit sans Etat, la forme marché requiert la forme organisée, dans laquelle se déterminent, face aux titres de la propriété (en connivence et en antagonisme), les titres de la compétence. Elle requiert notamment une instance de compétence ultime, sans laquelle il n'est aucun droit effectif, ni légitimation recevable. Plus exactement, le mode de production capitaliste implique l'Etat-nation, comme l'instance organisationnelle qui en assure la clôture formelle, sous la forme de l' "Etat de droit" *présupposé*. » (p. 181).

On était parti du marché présupposé, on arrive à l'organisation présupposée. La métastructure était le marché, elle est devenue l'organisation. De deux choses l'une : ou bien marché et organisation forment le couple métastructurel mais alors, comme la structure de classe capital/travail n'existe que dans l'Etat-nation (p. 182) qui est aussi métastructure, la distinction entre métastructure et structure s'évanouit ; ou bien l'un des deux pôles est *le* présupposé mais il faut choisir entre les deux.

Pour changer le monde, il faut le penser en faisant converger « classe » et « peuple » pour une « politique de l'humanité » (p. 196 et 204). Les politiques du néomarxisme renvoient à la structure de classe au sein de l'Etat-nation. Les politiques de l'altermarxisme renvoient à l'unité du système-monde.

Mais comment les classes dominées pourraient-elles sceller une alliance (p. 206) avec l'un des deux pôles des classes dominantes, les compétents, puisque celles-ci n'exercent leur domination que par l'unité de leurs deux pôles (p. 113 et 133) ? Ce serait supposer le problème résolu : les classes dominantes ne dominent plus puisque seule l'unité propriétaires-compétents rend possible la domination.

7. Décidément, la révision de Marx s'avère difficile, et, peut-être, heureusement. Car comment traiter ce qu'il est convenu d'appeler depuis quelques années la « seconde contradiction » du capitalisme, à savoir la destruction de la nature, sans qu'on sache jamais si « seconde » signifie « seconde dans le temps du capitalisme », « seconde dans le temps de la compréhension critique du capitalisme par le marxisme », ou « secondaire par rapport à la première contradiction qui serait alors la principale », ou « seconde parce qu'il faut bien commencer par dire l'une, puis dire l'autre ». Le livre de JB et GD clarifie-t-il les choses ? Il ne me le semble pas.

Mon point de vue est que la « première » et la « seconde » contradictions sont toutes les deux internes au mode de production capitaliste et elles ne peuvent donc être séparées : sans l'exploitation de la nature, celle du travail n'aurait pas eu de support matériel, et sans l'exploitation du travail, celle de la nature n'aurait pu s'étendre et se généraliser ; il s'ensuit que la crise sociale et la crise écologique sont les deux facettes d'une même réalité. Le capitalisme développe les deux contradictions conjointement – elles sont donc internes à lui-même –, ce qui ne signifie pas qu'il soit le seul mode de production à devoir affronter la contradiction vis-à-vis de la nature. Car on pourrait très bien voir une humanité débarrassée de la logique de la valeur marchande être prise d'une frénésie de production de valeurs d'usage... La seule manière de considérer de façon réaliste et opérationnelle qu'il existe une

« seconde contradiction » est de penser celle-ci comme pouvant avoir une autonomie relative par rapport à l'exigence de rentabilité et de valorisation du capital.<sup>3</sup>

Il faut en venir pour terminer au double programme épistémologique proposé par JB et GD : « D'une part, établir la complémentarité des deux modes de coordination, le marché et l'organisation. » (p. 243) Ce sera assez facile puisque c'est déjà fait, ne pouvant exister l'un sans l'autre. « D'autre part, assumer le fait que ces deux modes de la coordination rationnelle à l'échelle sociale constituent, dans la société moderne, les deux facteurs de classe, tout en donnant le plein essor. Par là se trouve définie une tâche historique : trouver les moyens de les désamorcer *l'un et l'autre*, en tant que bases des rapports de classe, tout en donnant le plein essor aux rationalités dont ils sont porteurs. » (p. 243). Ce sera beaucoup plus difficile car c'est moins épistémologique que politique comme objectif. Par ailleurs, ne faut-il pas prendre garde à des désillusions qui pourrait provenir des bienfaits supposés de la rationalité, rappelant celles entretenues naguère vis-à-vis du développement des forces productives ? Ne vaudrait-il pas mieux fonder nos décisions dans le raisonnable plutôt que dans le rationnel ?

Raisonné est en effet le projet d' « éliminer la propriété capitaliste sans abandonner le marché » (p. 243). On revient à la première problématique, le marché au-delà du capitalisme. Mais sans passer par une exagération de la dichotomie entre sphère réelle et sphère financière qui, hypertrophiée (p. 248), pourrait laisser croire à une possible autonomie de la seconde par rapport la première, seule à produire de la plus-value.

Je résume :

- une incertitude concernant la métastructure et/ou le rapport de celle-ci avec la structure ;
- une ambiguïté sur l'autonomie ou l'indissociabilité du marché et de l'organisation ;
- une contradiction dans le positionnement des cadres à la fois chez JB et chez GD.

Il se peut que la dialectique de la réalité soit trop puissante face au raisonnement logique. Mais si la prise en compte de la dialectique réelle est indispensable, le raisonnement doit s'efforcer de rester cohérent.

---

<sup>3</sup> Voir Harribey J.M., « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in Bidet J., Kouvélakis E. (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2001, p. 183-200, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/marxisme-ecologique.pdf>.